

### 180 Policiers prêts à DEMISSIONNER !!!

**ISÈRE** En réaction notamment aux dernières déclarations d'Emmanuel Macron

## 180 policiers prêts à rendre les armes et l'uniforme

**Face aux accusations de « violences policières » et de « racisme », 180 fonctionnaires isérois ont d'ores et déjà déposé une demande de rupture conventionnelle. En attendant, ils ont cessé les patrouilles et les contrôles pour ne plus intervenir que sur les urgences.**

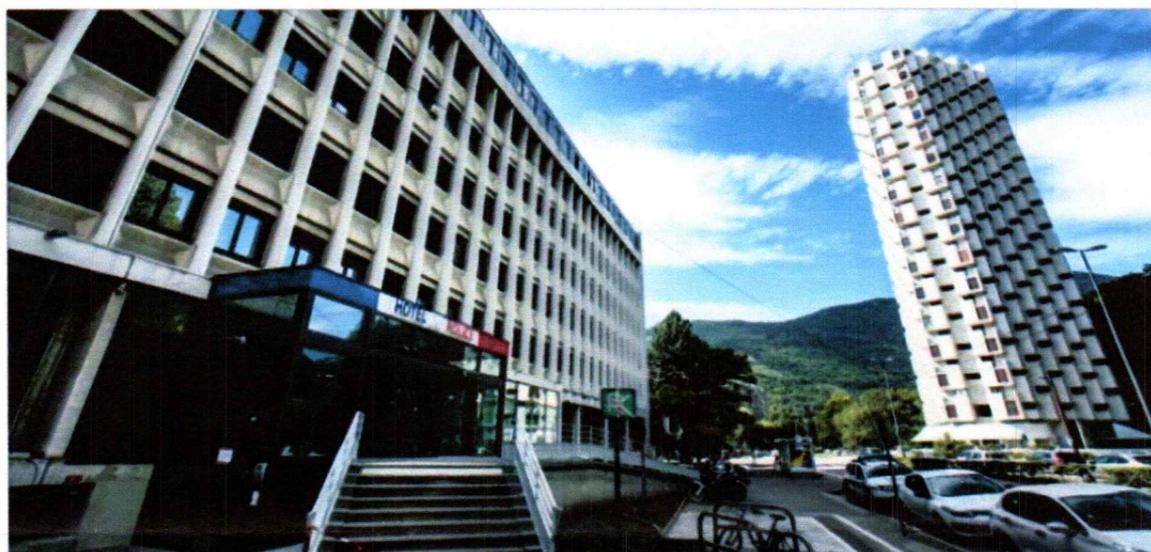
Les propos d'Emmanuel Macron évoquant des « comportements violents » et des « attitudes racistes » dans la police lors d'une interview accordée à Brut, ont été vécus comme le reniement de trop dans un contexte où les forces de l'ordre se sentent systématiquement dénigrées.

En évoquant des « contrôles au faciès » et en annonçant la création d'une plateforme internet pour les dénoncer et signaler, plus largement, toute discrimination de la part de policiers, il a fait exploser la poudrière.

**« C'est scandaleux, de la part d'un président de la République, de ne pas soutenir sa police »**

« Après la campagne de dénigrement dont les policiers sont la cible depuis des mois, et plus encore depuis l'affaire Zecler », ces déclarations du président de la République ont été prises comme LA goutte d'eau qui a fait déborder le vase dans les rangs des policiers », s'insurge Yannick Biancheri, secrétaire départemental en Isère du syndicat de police Alliance qui, comme ses homologues du syndicat Synergie, s'oppose au « Beauvau de la sécurité » récemment annoncé par le ministre de l'Intérieur.

« C'est proprement scandaleux, de la part d'un président de la République, de ne pas soutenir sa police uniquement dans le but de répondre à une minorité bruyante, alors que pendant des mois, lors des manifestations, c'est cette police qui a été le dernier rempart en protection des symboles de la République que sont les ministères ou les préfetures. Cela fait trop longtemps que les policiers sont cloués au



Sur les 523 policiers en tenue qui œuvrent dans la circonscription de police de Grenoble, 130 ont d'ores et déjà déposé des demandes de rupture conventionnelle. Photo archives Le DL/Étienne BOUY

piloni et qu'on leur met sur le dos tous les maux de la France. Cela fait des années qu'ils tiennent, ils n'en peuvent plus ! »

Au point de déposer les armes et de rendre leur uniforme ?

« Oui ! Sur les 523 policiers en tenue qui œuvrent dans la circonscription de police de Grenoble, 130 ont d'ores et déjà déposé des demandes de rupture conventionnelle », annonce Yannick Biancheri. Au commissariat de Vienne, ils sont une trentaine à avoir engagé une procédure similaire. Une grosse dizaine à Bourgoin-Jallieu et presque autant à Voiron... « Et ce n'est que le début... », annonce le syndicaliste.

**« Notre métier ce n'est pas seulement réprimer. C'est avant tout protéger et même sauver des vies ! »**

« Au cours de ces dernières années, nous avons déploré trop de suicides dans nos rangs et vu beaucoup de collègues démissionner. Ce qui se passe ne fait qu'amplifier le malaise. On ne peut pas assurer la protection des autres en prenant autant de ris-

ques et en en faisant courir à nos familles si on n'a même pas le soutien de notre Président ! »

Depuis ce mercredi, à l'appel des syndicats au niveau national qui ont largement été suivis dans les départements, les policiers isérois assurent donc le service minimum en signe de protestation. « Nous ne sortons plus que sur appel 17 ("police secours"), c'est-à-dire pour les interventions urgentes et nécessaires », résume Yannick Biancheri.

Cela signifie plus de patrouilles, plus d'action d'initiative et plus de contrôles.

« Puisque dès que l'on procède à un contrôle d'identité, on nous suspecte de le faire uniquement en raison de la couleur de peau, autant ne pas en faire du tout. Ça nous évitera des problèmes ! Mes collègues se rendent compte qu'il y a d'autres métiers où on peut aller se promener en famille sans se faire dévisager, reconnaître et agresser. D'autres métiers où on ne risque pas d'aller en prison... »

Il a demandé au préfet de l'Isère de lui accorder une entrevue rapidement pour lui remettre la liste des demandes de ruptures conventionnelles de ses collègues « afin qu'il puisse, au plus haut niveau, s'organiser avec ces effectifs qui vont bientôt manquer dans le département. À lui de voir comment gérer. Mais ce que l'on aimerait bien, aussi, c'est que la majorité silencieuse se fasse entendre. Parce qu'on doit se demander aujourd'hui ce que serait la France sans la police ! On n'est pas seulement là pour faire de la répression ! Notre rôle premier c'est de protéger la population et de sauver des vies ! »

Vanessa LAIME

**« Aujourd'hui, je n'ai qu'une envie : quitter la police ! »**

Il a une quarantaine d'années, dont la moitié passée dans la police. Une carrière exclusivement grenobloise, majoritairement effectuée sur le terrain, qui lui vaut aujourd'hui de faire partie des "gradés". Une carrière à laquelle il est pourtant prêt à mettre en terme prématurément. Il est en effet l'un des 130 fonctionnaires de la circonscription de police de Grenoble à avoir déjà déposé une demande de rupture conventionnelle. « Ras le bol ! », lance-t-il, tout de go.

**« Mes enfants cachent à leurs copains que je suis policier... »**

« Quand je suis rentré dans la police, c'était par vocation ! Je voulais rendre service. Arrêter les méchants et protéger la population et les institutions. Maintenant, je n'ai qu'une envie, me casser de là. Parce que... Qui nous protège, nous ? Pas notre employeur qui est l'État, déjà ! Après ce que l'on a entendu dans la bouche de Macron... » Épuisé, démoralisé, il parle de « harcèlement », de « bouc émissaire », d'« abandon total » et des critiques incessantes dont lui et ses collègues se sentent accablés depuis trop longtemps.

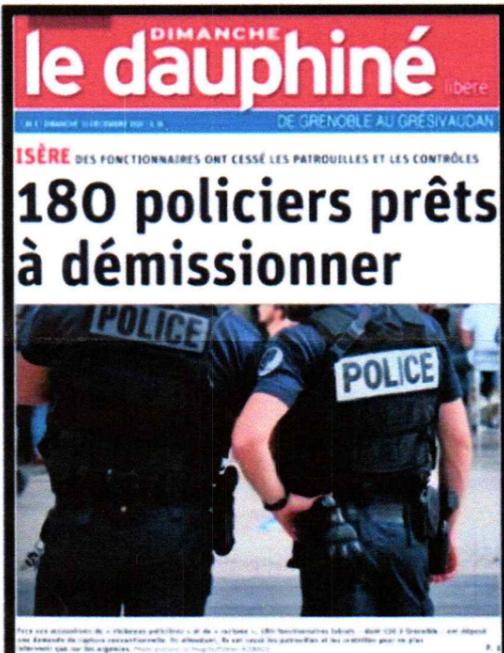
« Ce qui m'a fait le plus mal, c'est lorsque j'ai appris que mes enfants cachaient à leurs copains que je suis policier ! Au début, je n'ai pas compris,

je croyais qu'ils avaient honte mais en fait non, ils ont juste peur de se faire emmerder. Parce que tout le monde crache sur la police... »

Et de poursuivre : « On parle toujours de "violences policières" mais beaucoup moins des violences que subissent les policiers ! Or, c'est tous les jours ! Et, jusqu'à preuve du contraire, nous, nous avons le droit de recourir à la violence ! Quand quelqu'un en face de nous se montre violent, on est autorisé à user de la force. Quand on voit ce qui s'est passé à Paris, comment ne pas être écoeuré ? Les collègues mis en cause dans l'affaire Zecler ont été mis en prison, direct ! Elle est où la présomption d'innocence ? Il y a des gens qui agressent, qui volent, qui violent et qui n'y vont jamais en prison ! », s'agace-t-il. Il le reconnaît, cette vague de demandes de ruptures conventionnelles est une action avant tout symbolique pour alerter massivement les autorités sur la gravité du malaise et l'ampleur de la colère.

« La plupart de mes collègues n'ont peut-être pas l'intention d'aller au bout. Parce que c'est difficile. Mais personnellement, si je peux quitter ce métier, je n'hésiterai pas une seule seconde. En tout cas, aujourd'hui j'en suis certain : je ne finirai pas ma carrière dans la police ! »

V.L.



**« Il faut déjà protéger sa police »**

Au premier rang des revendications du syndicat de police Alliance, à l'origine du mouvement de contestation suivi au niveau national par un grand nombre de policiers, figure le floutage systématique des visages de tous les policiers sur les photos et vidéos diffusées. « Parce qu'avant de réunir un "Beauvau de la sécurité", il faudrait déjà que le président de la République protège sa police ! », argumente Yannick Biancheri. « En instaurant aussi une peine minimale obligatoire pour tous les agresseurs de policiers », poursuit-il, « et en créant un observatoire de la réponse pénale qui permettrait de comparer la peine encourue, celle prononcée et celle réellement effectuée ».



**ALLIANCE POLICE NATIONALE**

**RENOUVEAU DÉTERMINATION EXIGENCE**

Le Bureau Départemental Isère Le 13 Décembre 2020